

au ministre des Transports. Étant donné que M. Charles H. Millard, membre du conseil de tutelle des syndicats des transports maritimes, a déploré le cynisme et l'irresponsabilité d'hommes comme MM. Paul Hall et Hal C. Banks, le ministre dirait-il à la Chambre si, compte tenu des récentes déclarations de M. Paul Hall, celui-ci est en mesure de nuire à l'exploitation de navires canadiens?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

#### L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

##### LA CONSERVATION SOUS SÉQUESTRE DE DOSSIERS DE SOCIÉTÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Erik Nielsen (Yukon):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice et elle devient urgente étant donné que ses crédits budgétaires ont été retenus. Le ministre nous donnera-t-il l'assurance que les dossiers des cinq sociétés, dont j'ai porté les noms au compte rendu hier et avant-hier, sont encore et resteront sous séquestre et qu'on prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'ils demeureront intacts?

**L'hon. Lucien Cardin (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, si le député a des accusations à porter contre cette société ou une autre, contre moi, ou contre le gouvernement, qu'il le fasse immédiatement et cesse de baguenauder. (*Applaudissements*)

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Nous avons entendu la même chose l'an passé.

**M. Nielsen:** Monsieur l'Orateur, le ministre est un peu susceptible. Il n'avait manifestement pas entendu ma question.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Nielsen:** Je lui ai demandé s'il pouvait nous assurer que les dossiers des cinq compagnies dont j'ai consigné les noms au compte rendu, hier et avant-hier, n'ont pas été et ne seront pas retirés...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre a répondu, je pense. A l'ordre, s'il vous plaît.

**L'hon. M. Starr:** C'était une réponse stupide.

**M. l'Orateur:** Le député qui a posé la question peut ne pas être satisfait de la réponse mais il sait que, d'après le Règlement, il ne peut insister pour en obtenir une et que, lorsqu'il obtient une réponse, même s'il ne l'estime pas suffisante, il doit l'accepter.

**M. Nielsen:** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une autre question au ministre? Nous [M. Herridge.]

donnera-t-il l'assurance que le dossier concernant les cinq sociétés que j'ai déjà mentionnées sont toujours dans les dossiers officiels, qu'ils n'en seront pas enlevés mais gardés intacts?

**L'hon. M. Cardin:** Monsieur l'Orateur, je ne vois pas pourquoi je donnerais à l'honorable député quelque assurance que ce soit au sujet d'une chose qui relève normalement du ministère de la Justice.

**M. Nielsen:** Qui s'en occupe alors?

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### LE GHANA—DEMANDE D'AIDE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. R. N. Thompson (Red-Deer):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu la crise financière au Ghana et la menace de famine annoncée par le nouveau chef de cet État, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire s'il a répondu à la demande d'aide alimentaire dont parlent les journaux aujourd'hui?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, le Canada n'a reçu aucune demande d'aide officielle.

##### LA ZAMBIE—TRANSPORT DU PÉTROLE PAR AVION ET DÉSISTEMENT POSSIBLE DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. A. Olson (Medicine-Hat):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il en coûte au Canada environ \$50,000 par jour pour assurer le transport par avion de pétrole à la Zambie et, encore une fois aujourd'hui, on apprend que la Rhodésie reçoit des quantités assez importantes de pétrole. Le gouvernement tente-t-il de vérifier l'exactitude de cette nouvelle afin d'établir si les dépenses faites par le gouvernement canadien sont inutiles et inefficaces?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, mon honorable ami m'a posé une question à peu près semblable l'autre jour et j'ai examiné de nouveau cette affaire dans l'intervalle. Le gouvernement est d'avis, tout comme les autres gouvernements en cause, qu'il s'agit d'une forme d'aide nécessaire et souhaitable pour que les sanctions soient efficaces.

[*Plus tard*]

**M. Olson:** Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dira-t-il à la